

Vu l'avis émis le 5 mars 1990 par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 décembre 1989 portant exécution de l'article 34^{quaterdecies} de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, en ce qui concerne les prestations de biologie clinique et de médecine nucléaire in vitro, effectuées en sous-traitance pour des bénéficiaires hospitalisés, est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent arrêté s'applique aussi aux prestations visées à l'alinéa 1^{er} lorsqu'elles sont effectuées pour un bénéficiaire hospitalisé dans un établissement hospitalier qui ne dispose pas d'un laboratoire de biologie clinique intégré. Dans ce cas, pour l'application du présent arrêté, le laboratoire qui effectue les prestations est assimilé au laboratoire sous-traitant et le médecin responsable du département médical de l'hôpital est assimilé au laboratoire hospitalier. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le trentième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge*. Il s'applique aux prestations dont l'exécution a été confiée à un laboratoire de biologie clinique à partir du même jour.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Gelet op het advies uitgebracht op 5 maart 1990 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 december 1989 tot uitvoering van artikel 34^{quaterdecies} van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering met betrekking tot de verstrekkingen inzake klinische biologie en nucleaire geneeskunde in vitro, die in onderaanneming worden verricht voor in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit besluit is ook van toepassing op de in het eerste lid bedoelde verstrekkingen als ze worden verricht voor een rechthebbende die is opgenomen in een verpleeginrichting welke niet beschikt over een geïntegreerd laboratorium voor klinische biologie. In dat geval wordt, voor de toepassing van dit besluit, het laboratorium dat de verstrekkingen uitvoert, gelijkgesteld met het laboratorium, onderaannemer, en de geneesheer die verantwoordelijk is voor de geneeskundige afdeling van het ziekenhuis, gelijkgesteld met het ziekenhuislaboratorium. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dertigste dag na die waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Het is van toepassing op de verstrekkingen waarvan de uitvoering vanaf dezelfde dag is toevertrouwd aan een laboratorium voor klinische biologie.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

F 91 — 1755 (91 — 1275)

10 AVRIL 1991

Loi généralisant l'enquête d'office pour l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées. — Erratum

Moniteur belge n° 96 du 22 mai 1991, p. 10981, texte français, lire comme suit :

Intitulé : « Loi généralisant l'enquête d'office pour l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées. », au lieu de : « Loi généralisant l'enquête d'office pour l'octroi garanti aux personnes âgées. »

N. 91 — 1755 (91 — 1275)

10 APRIL 1991. — Wet tot veralgemening van het onderzoek van ambtswege voor de toekenning van het gewaarborgd inkomen voor de bejaarden. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 96 van 22 mei 1991, blz. 10981, Franse tekst lezen als volgt :

Titel : « Loi généralisant l'enquête d'office pour l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées. », in plaats van : « Loi généralisant l'enquête d'office pour l'octroi garanti aux personnes âgées. »

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 91 — 1756

21 MAI 1991. — Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission de Transparence

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6^{quater}, alinéa 3, inséré par la loi du 22 décembre 1989 et modifiée par la loi du 20 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, notamment les articles 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^{ter} et 11 modifiés par les arrêtés royaux des 6 juillet 1987 et 16 février 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 91 — 1756

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de Doorzichtigheidscommissie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6^{quater}, derde lid, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd door de wet van 20 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen inzonderheid op de artikelen 1, eerste lid, 6^{ter} en 11 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1987 en 16 februari 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Une Commission de Transparence, ci-après dénommée la Commission, qui existe auprès du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est chargée des missions suivantes :

§ 1. donner, pour les médicaments à usage humain, qu'ils soient ou non enregistrés, un avis motivé contenant une évaluation :

1° de leur intérêt thérapeutique au sein du groupe pharmacologique auquel ils appartiennent;

2° de leur conditionnement par rapport à la posologie dans les pathologies visées.

Cette commission donne aussi un avis motivé sur l'évaluation du conditionnement de ces mêmes médicaments par rapport au coût de la santé.

§ 2. A la demande du Ministre qui a les Affaires sociales ou la Santé publique dans ses attributions, la Commission donne également un avis motivé, dans les délais qui lui sont impartis et dans le cadre des missions définies au § 1.

Art. 2. Tout avis favorable à l'enregistrement émis par le Comité Exécutif et les groupes de travail de la Commission, des médicaments tels que définis à l'article 14, § 1 et § 2, 1 ou 4, de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments est transmis dans les 5 jours à la Commission de Transparence. Il est accompagné des rapports toxico-pharmacologiques et cliniques ainsi que des éléments du dossier relatifs au conditionnement, à la posologie et aux projets de notices.

Art. 3. A la demande de la Commission ou de sa propre initiative, le titulaire ou le demandeur d'enregistrement a la possibilité de soumettre à la Commission des éléments complémentaires au dossier dans le cadre des missions précisées à l'article 1er.

Art. 4. La Commission donne l'avis prévu à l'article 1er, § 1er, dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis motivé, transmis par le Comité exécutif de la Commission visée à l'article 14, § 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments.

Elle le notifie au titulaire ou demandeur de l'enregistrement. Celui-ci, dans un délai de vingt jours, soit notifie son accord à la Commission, ce qui rend l'avis prévu à l'article 1er, § 1er, définitif, soit présente ses objections éventuelles, auquel cas la Commission donne son avis définitif dans les vingt jours qui suivent la réception de ces objections.

La Commission transmet l'avis définitif :

1° au titulaire ou au demandeur de l'enregistrement;

2° au Secrétariat de la Commission des Médicaments qui joint cet avis au sien ou à celui du Comité compétent;

3° aux Ministres qui ont les Affaires sociales, la Santé publique et les Affaires économiques dans leurs attributions.

Les Ministres peuvent communiquer cet avis définitif aux instances compétentes en matière de prix et de remboursement des médicaments ou à toute autre instance officielle qu'ils désigneront.

Art. 5. Les avis motivés prévus à l'article 1er, § 2, peuvent être publiés. Cette publication est confiée à une organisation agréée en application de l'article 5 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments et ce, suivant les conditions fixées par l'arrêté royal du 11 mai 1973 fixant les conditions d'agrément des organisations qui assurent l'information médico-pharmaceutique relative aux médicaments.

Art. 6. § 1er. La Commission est composée comme suit :

1° un président présenté conjointement par les Ministres qui ont les Affaires sociales et la Santé publique dans leur attributions;

2° huit membres effectifs et huit membres suppléants, docteurs en médecine ou pharmaciens, choisis parmi les candidats présentés par les organismes assureurs sur liste double;

3° six membres effectifs et six membres suppléants, docteurs en médecine ou pharmaciens, choisis parmi les candidats présentés par les universités sur liste double;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een Doorzichtigheidscommissie, hierna genoemd de Commissie, die bestaat bij het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt met volgende taken belast :

§ 1. voor de geneesmiddelen voor menselijk gebruik, al dan niet geregistreerd, een gemotiveerd advies verstrekken betreffende de evaluatie van :

1° hun therapeutisch belang binnen de farmacologische groep waartoe ze behoren;

2° hun verpakking met betrekking tot de posologie voor de bedoelde ziekten.

Deze commissie verstrekt ook een gemotiveerd advies over de evaluatie van de verpakking van diezelfde geneesmiddelen in verhouding tot de gezondheidskost.

§ 2. Op verzoek van de Minister die de Sociale Zaken of de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, geeft de Commissie eveneens een gemotiveerd advies, binnen de termijnen die haar toebedeeld zijn en binnen het kader van de opdrachten, vastgesteld in § 1.

Art. 2. Elk gunstig advies betreffende een registratie, uitgebracht door het Uitvoerend Comité en de werkgroepen van de Geneesmiddelencommissie, zoals bepaald in artikel 14, § 1 en § 2, 1 of 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, wordt binnen de 5 dagen overgelegd aan de Doorzichtigheidscommissie. Het is vergezeld van de toxico-farmacologische en klinische rapporten alsmede van de elementen van het dossier met betrekking tot de verpakking, de dosering en de onderwerpen van bijsluiters.

Art. 3. Op vraag van de Commissie of op eigen initiatief heeft de titularis of de aanvrager van de registratie de mogelijkheid om aan de Commissie bijkomende inlichtingen over te maken aangaande het dossier binnen het kader van de opdrachten bepaald bij artikel 1.

Art. 4. De Commissie verstrekt het advies, voorzien bij artikel 1, § 1, binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van het gemotiveerd advies, overgemaakt door het Uitvoerend Comité van de Commissie, bedoeld bij artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen.

Zij stelt de titularis of de aanvrager van de registratie ervan op de hoogte. Deze brengt, binnen een termijn van twintig dagen, ofwel de Commissie op de hoogte van zijn akkoord, waardoor het door artikel 1, § 1, voorzien advies definitief wordt, ofwel legt hij zijn eventuele bezwaren voor, waarna de Commissie haar definitief advies binnen de twintig dagen uitbrengt die volgen op de ontvangst van deze opmerkingen.

De Commissie maakt het definitief advies over :

1° aan de titularis of de aanvrager van de registratie;

2° aan het Secretariaat van de Geneesmiddelencommissie welke dit advies aan het zijne toevoegt of aan dat van het bevoegd Comité;

3° aan de Ministers die de Sociale Zaken, de Volksgezondheid en de Economische Zaken onder hun bevoegdheid hebben.

De Ministers kunnen het definitief advies doorsturen aan de instanties bevoegd inzake prijs en terugbetaling van geneesmiddelen of aan iedere andere officiële instantie die zij zullen aanduiden.

Art. 5. De gemotiveerde adviezen, bepaald in artikel 1, § 2, mogen worden gepubliceerd. Die publicatie wordt toevertrouwd aan een organisatie die erkend is bij toepassing van artikel 5 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, volgens de voorwaarden, bepaald door het koninklijk besluit van 11 mei 1973 houdende vaststelling van de voorwaarden van erkenning van organisaties die voorzien in de medisch-farmaceutische voorlichting omtrent de geneesmiddelen.

Art. 6. § 1. De Commissie wordt als volgt samengesteld :

1° een voorzitter die gezamenlijk wordt voorgedragen door de Ministers die de Sociale Zaken en de Volksgezondheid onder hun bevoegdheid hebben;

2° acht werkende leden en acht plaatsvervangende leden, geneesheren of apothekers, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de verzekeringsinstellingen op een dubbele lijst;

3° zes werkende leden en zes plaatsvervangende leden, geneesheren of apothekers, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de universiteiten op een dubbele lijst;

4° deux membres effectifs et deux membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les Académies de médecine sur liste double;

5° deux membres effectifs et deux membres suppléants, pharmaciens représentant l'officine, choisis parmi les candidats présentés par les organisations professionnelles représentatives sur liste double;

6° deux membres effectifs et deux membres suppléants, médecins généralistes, choisis parmi les candidats présentés par les organisations professionnelles représentatives sur liste double;

7° un membre effectif et un membre suppléant, docteurs en médecine ou pharmaciens, choisis parmi les candidats présentés par les organisations professionnelles représentatives de l'industrie du médicament sur liste double;

8° un membre effectif et un membre suppléant, titulaire du diplôme de pharmacien hospitalier, choisis parmi les candidats présentés par les organisations professionnelles représentatives sur liste double;

9° un membre effectif et un membre suppléant, docteurs en médecine ou pharmaciens, présentés par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;

10° un membre effectif et un membre suppléant, docteurs en médecine ou pharmaciens, présentés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

11° un membre effectif et un membre suppléant, présentés par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

§ 2. Les membres sont nommés par le Roi.

§ 3. Le mandat du président a une durée de quatre ans.

§ 4. Les membres visés au § 1, 9°, 10° et 11°, ont voix consultative.

Art. 7. § 1er. Sont membres de droit de la Commission :

1° le Président de la Commission des médicaments ou son délégué;

2° le Président du Conseil supérieur d'Hygiène publique ou son délégué;

3° le Président du Centre belge d'Information pharmacothérapeutique ou son délégué.

§ 2. Les membres visés au § 1er ont voix consultative.

Art. 8. § 1er. La Commission délibère valablement lorsqu'elle réunit au moins douze membres ayant voix délibérative.

§ 2. Les avis sont émis à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 9. § 1er. Le secrétariat administratif de la Commission est placé sous la direction de l'inspecteur général de la Pharmacie du Ministère de la Santé publique.

Il est assuré par les fonctionnaires pharmaciens désignés comme secrétaires de la Commission des médicaments.

Ils peuvent être assistés d'autres fonctionnaires ou agents du Ministère de la Santé publique.

§ 2. Le secrétariat administratif prépare l'ordre du jour des réunions et rédige les procès-verbaux qui sont arrêtés et approuvés respectivement par le président de la Commission et la Commission.

En collaboration avec le président, il assure le fonctionnement de la Commission et veille au respect des délais qui lui sont impartis.

Le secrétariat administratif assure la communication des informations, prévues aux articles 2 et 4 du présent arrêté.

Art. 10. Tout membre de la Commission est tenu au respect du secret professionnel pour toutes les informations dont il prend connaissance à l'occasion de son mandat.

Art. 11. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur; celui-ci est soumis à l'approbation des Ministres qui ont les Affaires sociales et la Santé publique dans leurs attributions.

Art. 12. § 1er. Les membres de la Commission de Transparence, nommés sur la base des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 2 avril 1990 relatif à la Commission de Transparence et qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des membres nommés sur la base des articles 6 et 7 du présent arrêté.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur, établi en vertu de l'article 11 de l'arrêté royal du 2 avril 1990, précité, reste en vigueur jusqu'à son remplacement par un règlement d'ordre intérieur établi en vertu de l'article 11 du présent arrêté.

4° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de Academie voor Geneeskunde op een dubbele lijst;

5° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, apothekers die de officina vertegenwoordigen, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties op een dubbele lijst;

6° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, huisartsen, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties op een dubbele lijst;

7° een werkend en een plaatsvervangend lid, geneesheren of apothekers, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties van de geneesmiddelenindustrie op een dubbele lijst;

8° een werkend en een plaatsvervangend lid, titularis van het diploma van hospitaal-apotheker, gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties op een dubbele lijst;

9° een werkend en een plaatsvervangend lid, geneesheren of apothekers, voorgedragen door de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft;

10° een werkend en een plaatsvervangend lid, geneesheren of apothekers, voorgedragen door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

11° een werkend en een plaatsvervangend lid, voorgedragen door de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. De leden worden benoemd door de Koning.

§ 3. Het mandaat van de voorzitter bedraagt vier jaar.

§ 4. De leden bedoeld onder § 1, 9°, 10° en 11°, hebben een raadgevende stem.

Art. 7. § 1. Zijn van rechtswege lid van de Commissie :

1° de Voorzitter van de Geneesmiddelencommissie of zijn afgevaardigde;

2° de Voorzitter van de Hoge Gezondheidsraad of zijn afgevaardigde;

3° de Voorzitter van het Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie of zijn afgevaardigde.

§ 2. De leden bedoeld onder § 1 hebben een raadgevende stem.

Art. 8. § 1. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste twaalf stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

§ 2. De adviezen worden uitgebracht bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden met stemrecht.

Bij staking der stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 9. § 1. Het administratief secretariaat van de Commissie wordt onder de leiding geplaatst van de Inspecteur-generaal der Apotheken van het Ministerie van Volksgezondheid.

Het wordt verzekerd door de ambtenaren apothekers die zijn aangewezen als secretaris van de Geneesmiddelencommissie.

Zij kunnen worden bijgestaan door andere ambtenaren of agenten van het Ministerie van Volksgezondheid.

§ 2. Het administratief secretariaat bereidt de agenda van de vergaderingen voor en stelt de notulen op zoals die zijn aanvaard en goedgekeurd respectievelijk door de voorzitter van de Commissie en door de Commissie zelf.

In samenwerking met de voorzitter verzekert het de werking van de Commissie en waakt over het in acht nemen van de termijnen die haar zijn opgelegd.

Het administratief secretariaat verzekert de uitwisseling van informatie voorzien bij de artikelen 2 en 4 van dit besluit.

Art. 10. Alle leden van de Commissie zijn gebonden door het beroepsgeheim voor alle informatie waarvan zij tijdens hun mandaat zouden kennis nemen.

Art. 11. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op; dit wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministers die de Sociale Zaken en de Volksgezondheid onder hun bevoegdheid hebben.

Art. 12. § 1. De leden van de Doorzichtigheidscommissie die benoemd werden op grond van de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 2 april 1990 betreffende de Doorzichtigheidscommissie en die in functie zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit, blijven hun mandaat uitoefenen tot zij worden vervangen door leden te benoemen op grond van de artikelen 6 en 7 van dit besluit.

§ 2. Het huishoudelijk reglement opgesteld krachtens artikel 11 van het voormelde koninklijk besluit van 2 april 1990, blijft van toepassing tot het wordt vervangen door een huishoudelijk reglement, opgesteld krachtens artikel 11 van dit besluit.

Art. 13. L'arrêté royal du 2 avril 1990 relatif à la Commission de Transparence est abrogé.

Art. 14. Les articles 1er, alinéa 1er, dernière phrase, 6ter, et 11, § 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1989 relatif à l'enregistrement des médicaments modifié par l'arrêté royal du 18 février 1990 sont abrogés.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
R. DELIZEE

Art. 13. Het koninklijk besluit van 2 april 1990 betreffende de Doorzichtigheidscommissie wordt opgeheven.

Art. 14. De artikelen 1, 1e lid, laatste zin, 6ter, en 11, § 3, van het koninklijk besluit van 3 juli 1989 betreffende de registratie van geneesmiddelen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 februari 1990, worden opgeheven.

Art. 15. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
R. DELIZEE

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 1757

10 JUIN 1991. — Arrêté royal
créant un conseil de formation pour les services d'incendie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment les articles 9, alinéa 1er, et 13, alinéa 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que la réforme imminente de la formation des membres des services d'incendie requiert un accompagnement urgent d'un « conseil de formation pour les services d'incendie »;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Au Ministère de l'Intérieur est créé un « Conseil de formation pour les services d'incendie », ci-après dénommé « le conseil », composé :

1° du Directeur général de la Direction générale de la Protection civile ou de son délégué, qui assume la présidence;

2° de deux représentants de centres de formation agréés pour les services d'incendie;

3° de deux représentants de la Fédération royale des corps de sapeurs-pompiers de Belgique dont un appartient à l'aile francophone et germanophone et l'autre à l'aile néerlandophone;

4° d'un représentant de l'Association belge des officiers professionnels des services d'incendie;

5° de deux ingénieurs-inspecteurs de l'inspection des services d'incendie;

6° de trois experts dans le domaine de l'incendie;

7° d'un pédagogue spécialisé en formation professionnelle;

8° d'un expert dans le domaine de l'aide médicale urgente, présentée par le Ministre des Affaires sociales;

9° d'un représentant par organisation syndicale représentative.

Pour chaque représentant est désigné un suppléant.

§ 2. Le secrétariat du conseil est assuré par l'Inspection générale des Services d'incendie.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 1757

10 JUNI 1991. — Koninklijk besluit
tot instelling van een opleidingsraad voor de brandweer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op de artikelen 9, eerste lid, en 13, derde lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de nakende hervorming van de opleiding van de leden van de brandweer een dringende begeleiding behoeft van een « opleidingsraad voor de brandweer »;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt een « opleidingsraad voor de brandweer » ingesteld, hierna « de raad » genoemd, die samengesteld is uit :

1° de Directeur-generaal van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming, of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt;

2° twee vertegenwoordigers van erkende opleidingscentra voor de brandweer;

3° twee vertegenwoordigers van de Koninklijke Belgische Brandweerbond van wie de ene tot de nederlandsstalige vleugel en de andere tot de franstalige en duitstalige vleugel behoort;

4° een vertegenwoordiger van de Vereniging van Beroepsbrandweerofficieren van België;

5° twee ingenieurs-inspecteurs van de inspectie van de brandweer;

6° drie deskundigen op het gebied van brandweer;

7° een pedagoog gespecialiseerd in beroepsopleiding;

8° een deskundige op gebied van dringende medische hulpverlening, voorgedragen door de Minister van Sociale Zaken;

9° een vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie

Voor elke vertegenwoordiger wordt een plaatsvervanger aangeduid.

§ 2. Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door de Algemene Inspectie van de Brandweer.